

COMMUNAUTE DE COMMUNES
ISLE DOUBLE LANDAIS

4B rue du Maréchal Joffre
24700 MONTPON MENESTEROL

DELIBERATION N°2026-56 - PROJET MAISON DE LA RIVIERE :
AUTORISATION DU LANCEMENT DES DIAGNOSTICS ET ETUDES ET DE LA
CONSULTATION DE LA MAITRISE D'OEUVRE

Conseillers en exercice : 29/

Conseillers présents : 20/

Conseillers votants : 28/

Date de convocation du Conseil Communautaire : Le 30/09/2026

L'an deux mille vingt-six, le six octobre le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle des fêtes de d'Echourgnac, sous la Présidence de M. Samuel COUSTILLAS.

ETAIENT PRESENTS: M.M./Mmes : P. BENEYTOU/ N.PASCAL / M. REYMONDIE / S.COUSTILLAS / A. BRUT / S.BOUDOUT / G.LABORIE / P.MARCETEAU / D.POUGET / F.GUIGNÉ / J.DUHARD / Ch. BESSEDE/ / G.DE NARDI / A.DELGADO / G.ELIZABETH / F PARROT / B.CABIROL / D.LECONTE / V.CAMPANERUTTO / J.JALARIN

ETAIENT EXCUSES /ABSENTS : M.M/ Mmes: B.JUKOWSKI / JF.CERISE / F.BONNEAU / C.VANDENESSE / J-L.ROUSSEAU / Th. CHAZEAU / J.F.HURET / R.ROUILLER / P.MANIERE

VOTES PAR PROCURATION :

- Mme. B.JUKOWSKI: Pouvoir à S.BOUDOUT
- Mme / F.BONNEAU : pouvoir à P. MARCETEAU
- Mme C.VANDENESSE : pouvoir à J. DUHARD
- M JF.CERISE: pouvoir à M.REYMONDIE
- M JL ROUSSEAU : pouvoir à G. DE NARDI
- M Th. CHAZEAU : pouvoir à F.GUIGNÉ
- M J.F.HURET: pouvoir à C. BESSEDE
- M P. MANIERE: pouvoir M. G. LABORIE

Le projet de création de la Maison de la Rivière sur le site du Moulin de Duellas vise à structurer et à développer les activités environnementales, pédagogiques, culturelles et touristiques d'un site accueillant déjà près de 35 000 visiteurs par an, afin d'en faire un centre permanent d'éducation à l'environnement dont l'intérêt dépasse l'échelle communale.

Le portage intercommunal de cette opération a été préconisé par les services de l'État, compte tenu de son intérêt communautaire et de la nécessité de disposer d'une capacité de maîtrise d'ouvrage adaptée à son ampleur.

L'étude réalisée par l'ATD24 estime le montant des travaux à 1,2 million d'euros HT et souligne la nécessité de réaliser des études complémentaires et des diagnostics afin de préciser les conditions techniques de réalisation et de consolider le coût prévisionnel de l'opération.

La reprise du projet par la Communauté de communes Isle Double Landais (CCIDL) implique le dépôt de nouvelles demandes de subventions, les financements précédemment sollicités ou accordés à la commune ne pouvant être transférés en l'état. Il convient notamment de reconstituer un dossier de financement européen dans des délais contraints.

Dans ce cadre, il est proposé que la CCIDL intervienne dans le cadre d'une **convention de mandat conclue avec la commune de Saint-Martial-d'Artenset**. Cette convention permettra à la commune de confier à la CCIDL l'exécution des démarches et des opérations nécessaires à la conduite du projet, ainsi que la recherche et la mobilisation des subventions et cofinancements susceptibles de contribuer à sa réalisation.

Ce dispositif permettra de confier à la CCIDL la conduite opérationnelle du projet dans le cadre défini par la convention, tout en maintenant **la propriété de l'équipement à la commune de Saint-Martial-d'Artenset**. À l'ouverture de la Maison de la Rivière, la commune demeurera responsable de la prise en charge des frais de fonctionnement de l'équipement.

Le calendrier prévisionnel impose notamment de déposer la demande de financement auprès du GAL avant la fin de l'année 2026, de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre dès novembre 2026 et de notifier les marchés de travaux au plus tard le 30 juin 2027, tout en justifiant de l'exécution d'au moins 60 % des dépenses éligibles au 31 décembre 2028.

Le respect de ces échéances conditionne la possibilité de mobiliser les cofinancements nécessaires à la réalisation du projet. Un retard dans le lancement des études et de la consultation de maîtrise d'œuvre serait susceptible de compromettre le calendrier opérationnel et les possibilités de financement.

Il convient toutefois de disposer d'éléments techniques et financiers suffisamment précis et consolidés pour permettre aux conseillers communautaires de se prononcer sur la poursuite du projet en pleine connaissance de cause.

En conséquence, le Président propose d'engager sans délai la consultation de maîtrise d'œuvre ainsi que les études et diagnostics complémentaires nécessaires à l'approfondissement du projet. Cette démarche préparatoire doit permettre de préciser les conditions techniques de réalisation, de sécuriser les choix envisagés et d'établir un estimatif financier consolidé à partir des études de faisabilité affinées.

La décision définitive de réalisation du projet restera conditionnée aux résultats des études et diagnostics, à la sécurisation de son montage opérationnel et financier, ainsi qu'à la confirmation de son coût prévisionnel définitif. Sur la base de ces éléments, le Conseil communautaire sera de nouveau appelé à délibérer sur l'opportunité et les conditions de réalisation de l'opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- **DÉCIDE** de lancer, dans les meilleurs délais, la consultation de maîtrise d'œuvre ainsi que les études et diagnostics complémentaires relatifs au projet de la Maison de la Rivière, afin de préciser les

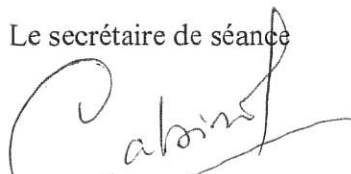
conditions techniques et financières de sa réalisation et de préserver les possibilités de cofinancement de l'opération ;

- **PRÉCISE** que le lancement des études et de la consultation de maîtrise d'œuvre constitue une démarche préparatoire et ne vaut pas décision définitive de réalisation du projet ;
- **CONDITIONNE** la décision définitive de réalisation à la présentation des résultats des études de faisabilité affinées, des diagnostics techniques, à la sécurisation du montage opérationnel et financier et à la consolidation de l'estimatif définitif du coût de l'opération ;
- **DIT** qu'au vu de ces éléments, le Conseil communautaire sera de nouveau appelé à délibérer sur la réalisation du projet de la Maison de la Rivière et sur les conditions de sa mise en œuvre.

Délibération adoptée à l'unanimité

Montpon Ménéstérol, le 9 octobre 2026

Le secrétaire de séance


Brigitte CABIROL

Le président de la CCIDL




Samuel COUSTILLAS

AR Prefecture

024-200040384-20261006-2026_56-DE
Reçu le 20/10/2026

